

### **DAMAS DANS LA LIGNE DE MIRE DJIHADISTE**

**La mouvance djihadiste s'apprête-t-elle à un changement radical de sa politique à l'égard de la Syrie ?** Un billet initialement posté, à la fin juillet, sur le forum al-faloja.com constitue en tout cas un plaidoyer en ce sens et invite les groupes salafistes djihadistes à prendre en compte les changements politiques syriens et la nouvelle donne régionale. Le billet est intitulé "Al-Qaeda al-Sulbah", reprenant ainsi le titre d'un article de l'un des idéologues palestiniens du djihad, Abdull Azzam, publié en 1988. Il estime que la situation "quo ante" de "non agression" avec les autorités syriennes a évolué depuis 2005 et qu'elle doit donc être reconsidérée. Pointant du doigt l'accroissement de la répression contre les groupes sunnites et les institutions religieuses proches de la mouvance radicale, susceptibles de recevoir des étudiants étrangers, notamment le renforcement des contrôles et les menaces de fermeture du Al-Fatah Institute et du Abu Noor Institute. L'article rappelle également la mort, en 2005, du cheikh Mohammed Maashouq Al-Khaznawi, qui dirigeait l'école religieuse kurde Naqshbandiya et celle d'Abou Al-Qaaqa Al-Souri (Mahmoud Aghasi), imam de la mosquée d'Alep. Ce dernier, qui appelait dans ses sermons à rejoindre les groupes djihadistes en Irak, a été abattu en septembre 2007, à Alep. Une mort imputée aux services syriens. La coopération sécuritaire avec Washington, qui s'est illustrée par des échanges de renseignements et le programme de "rendition", est aussi largement mise en avant. Outre Mohammed Haydar Zammar, l'un des instigateurs présumés des attentats du 11-Septembre, Washington aurait notamment transféré vers la Syrie Abou Moussaab al-Souri (Mustafa Sethmariam Nassar). Peu connu en Occident, l'homme, qui s'est fait connaître dans les cercles djihadistes au milieu des années 90, avec la publication d'Al-Tajriba (Révolution islamique djihadiste en Syrie), semble pourtant être le premier théoricien djihadiste à avoir posé les bases d'une organisation mondiale décentralisée, avec le slogan «nizam, la tanzim» (un système, pas une organisation). Cette théorie a été largement développée dans un ouvrage d'Al-Souri, publié à la fin 2004 sur Internet, intitulé "Daawat al-muqawamah al-islamiyyah al-Aalamiyyah" (The Global Islamic Resistance Call). L'article d'al-faloja.com tire une leçon des engagements djihadistes en Irak, estimant que la tentative de création d'un Etat islamique sunnite dans le pays a coalisé les efforts des Occidentaux et de l'Iran contre les groupes djihadistes. (suite page 2)

### **EAU : des ambitions excessives**

**Tous les avions d'entraînement et d'attaque M-346 Alenia Aermacchi (groupe Finmeccanica),** qui devraient être acquis par les Emirats arabes unis (EAU), dans le cadre d'un contrat d'un milliard d'euros, portant sur 48 exemplaires (28 en version entraînement et 20 en version attaque), seront entièrement construits en Italie et non localement comme le prévoyait le projet. Cela à l'instar des quinze exemplaires déjà commandés par l'Aeronautica Militare Italiana (AMI).

Initialement, il avait été question de réaliser l'assemblage final de ces appareils à Abou Dhabi, dans une nouvelle usine de Mubadala Aerospace, mais après une série d'évaluations, l'industriel émirati a décidé de renoncer à cette option, car il ne dispose pas encore des capacités industrielles et technologiques nécessaires pour un tel projet. Mubadala Aerospace sera cependant intéressé au programme, en fournissant notamment le support logistique. ■

### **Renforcement irakien**

**Après la mise en place du quartier général des forces spéciales irakiennes (ISOF) au printemps dernier, une seconde brigade de ces forces a été constituée au début du mois d'août. Placée sous le commandement du général Karim Halfa, cette unité devrait être affectée aux opérations dans les provinces, alors que la 1<sup>ère</sup> brigade, déjà existante, dirigée par le général Fadhel Al-Barwari, qui comprend notamment les 2<sup>nd</sup> Counter-Terrorism Battalion et 36<sup>th</sup> Commando Battalion, doit continuer à prendre en charge la région de Bagdad. La mise sur pied de la seconde unité s'inscrit dans le cadre d'une restructuration des commandements régionaux des bataillons commandos. Elle est ainsi constituée à partir des bataillons commandos déployés à Bassora, Mossoul, Diyala et sur la base d'Al-Assad, dans l'ouest du pays. Les forces spéciales irakiennes opèrent pour l'heure sous l'autorité du Commandement anti-terroriste (CTC) dirigé par le général Abdul Ghani. Ses unités se répartissent globalement entre l'ICTF (Iraqi Counter-Terrorism Force), destinée aux missions d'antiterrorisme et de récupération d'otages, plusieurs bataillons commandos chargés de l'appui opérationnel des ICTF et enfin des compagnies de reconnaissance en charge des opérations clandestines. Ces unités très discrètes, opérant souvent en civils et luttant contre des groupes insurgés, ont été constituées et formées sur le modèle du SAS britannique. Ces forces spéciales peuvent, en outre, compter sur le déploiement progressif des moyens hélicoptérés du 15<sup>th</sup> Special Operations Squadron, dont les équipages sont formés aux vols de nuit et réceptionnent actuellement leurs Mi-17v5. Bagdad souhaite enfin mettre sur pied un bataillon de forces spéciales de l'armée de l'air. ■**

### ► Patte de velours

Les pressions exercées par la direction internationale des Frères musulmans et le Hamas, avec le soutien du Qatar, ont poussé le "Conseil de choura" des Frères musulmans syriens, réuni en Europe, début août, à approuver la nouvelle orientation de la confrérie, plus conciliante envers le régime de Damas (voir *TTU* n° 592). Une option prise après la guerre de Gaza, afin de contrer "la guerre ouverte contre la nation arabe et musulmane", qui n'a cependant guère trouvé d'écho favorable auprès du pouvoir syrien. Seul réaction à ce jour : Damas a accepté de délivrer des passeports à 400 Frères musulmans syriens en exil, à condition que leur retour ne s'effectue pas en même temps. Au cours de cet été, plusieurs cadres de la confrérie sont retournés en Syrie dans le cadre de cette procédure très contrôlée.

### ► Haro sur le Hezbollah

Le Hezbollah libanais pâtit des mesures prises par plusieurs pays pour assécher ses sources de financement. C'est le cas des Emirats arabes unis, qui, agissant sur la foi de rapports internes et externes, ont procédé au cours des deux derniers mois à l'expulsion de 45 ressortissants libanais soupçonnés d'activisme politique et financier en faveur du Hezbollah. A cet égard, l'intervention du président libanais, Michel Sleimane, qui a dépêché à Abou Dhabi le général Wadih Al-Ghafari, commandant de la Garde présidentielle, est restée vaine, les autorités émiraties ayant refusé de transiger sur une question de "sécurité nationale". Cette affaire est intervenue alors qu'éclatait le scandale du "Madoff libanais", l'homme d'affaires chiite, lié au Hezbollah, Salah Ezzeddine. A noter que des pays africains ont également pris des mesures contre des hommes d'affaires chiites libanais, comme Abdel Men'em Qoubaissi, en Côte d'Ivoire, et Ali Taj Eddine, au Sierra Leone.

### **DAMAS DANS LA LIGNE DE MIRE DJIHADISTE** (suite de la p. 1)

L'auteur de l'article estime qu'il n'existe pas d'intérêts stratégiques en Syrie, comme ceux existant en Irak, pouvant inciter à une intervention étrangère et qu'une tentative de changement de régime bénéficierait de l'appui de la population, très majoritairement sunnite. De fait, l'auteur estime que le temps est venu pour les groupes djihadistes de changer de stratégie et de travailler pour ce changement. Il souligne que la chute du régime syrien ou une instabilité dans le pays auraient un impact direct sur les voisins libanais et irakiens. Se positionnant dans une logique d'affrontement entre sunnites et chiites et de lutte contre le pouvoir alaouite, l'auteur estime, en outre, qu'un changement du régime syrien permettrait de couper les approvisionnements iraniens à destination du Hezbollah libanais et modifierait le rapport de forces entre les communautés au pays du Cèdre. Une instabilité qui, par ailleurs, renforcerait le rôle de base arrière du territoire syrien pour les groupes opérant en Irak. L'auteur pointe également du doigt une menace déjà perçue depuis de longs mois par le renseignement militaire israélien. Une telle situation permettrait, en effet, aux groupes djihadistes sunnites de reprendre une lutte directe contre Israël via le Golan, en s'affranchissant de la tutelle du Hezbollah sur le Sud du Liban. Interrogée par *TTU*, une source arabe estime que l'apparition de ce texte politique sur des forums salafistes serait perçue à Damas, sinon comme une déclaration de guerre, du moins comme un sérieux avertissement. Soulignant aussi que les djihadistes syriens ayant participé aux combats en Irak depuis 2003 constituaient, aujourd'hui, un petit noyau d'activistes potentiellement opérationnels en Syrie. Elle estime, en conclusion, que «les actions des uns et des autres devraient clarifier, au cours des prochains mois, le niveau de tension auquel nous sommes désormais passés entre le pouvoir syrien et les islamistes».

### **LA RETENUE TACTIQUE DE TSAHAL**

**L'armée israélienne a annulé, ces dernières semaines, plusieurs opérations visant à arrêter des Palestiniens "suspects" en Cisjordanie, en raison de la présence sur place de diplomates américains.** Pour la plupart, ceux-ci sont en poste au consulat américain de Jérusalem-Est. Ils effectuent de fréquents déplacements pour recueillir des informations sur la construction de logements dans les colonies israéliennes et l'état d'avancement de projets civils financés par les Etats-Unis ou pour rencontrer des responsables palestiniens. Ces derniers mois, l'armée israélienne a levé des barrages sur les routes de Cisjordanie pour faciliter la circulation des Palestiniens et réduit le nombre de ses incursions dans les villes de Cisjordanie, où les questions de sécurité sont du ressort de l'Autorité palestinienne (dont une partie des policiers a été formée en Jordanie, dans des camps d'entraînement supervisés par le général américain Keith Dayton). Tsahal a toutefois pénétré de façon sporadique dans les villes pour arrêter des Palestiniens soupçonnés d'appartenir à des "organisations terroristes" ou ayant participé à des attaques anti-israéliennes, notamment contre les colons.

### **LE DILEMME DE L'ARMÉE ISRAÉLIENNE**

**Un débat houleux agite l'état-major israélien sur la tactique à adopter si une nouvelle guerre contre le Hezbollah devait éclater.** Lors d'une récente conférence, le chef des unités de blindés, le général Agai Hehezkel, a estimé que, dans une telle hypothèse, les combats devraient être les plus brefs possibles. «L'idée centrale pour le prochain conflit est qu'il faut agir en profondeur dans les territoires ennemis pour prendre le contrôle des zones d'où sont tirées les roquettes vers Israël. Cette manœuvre doit être réalisée par des opérations combinées de l'infanterie et des chars», a estimé le général Hehezkel. Selon lui, l'arrière en Israël ne peut pas attendre deux à trois mois avant de voir la fin des manœuvres. Soulignant que, durant la guerre de 2006, près d'un million de civils israéliens en Galilée avaient dû, pendant un mois, vivre dans des abris ou se réfugier plus au sud. En revanche, selon le commandant de l'infanterie et des unités de parachutistes, le général Yossi Bachar, «ceux qui pensent que l'on peut manœuvrer rapidement au Liban vont au devant de douloureuses déconvenues».

## BAGDAD-TUNIS : UN DOSSIER EMPOISONNÉ

**Les relations irako-tunisiennes sont-elles en passe de connaître une grave crise ?** A Tunis, on craint que le gouvernement de Bagdad ne veuille rouvrir le dossier des trois avions de transport irakiens envoyés en Tunisie. Rappelons qu'en 1990, en pleine guerre du Golfe, Saddam Hussein avait demandé au président Ben Ali de mettre à l'abri, sur le sol tunisien, ces trois appareils. Contre toute attente, et alors que les Koweïtiens étaient des investisseurs importants en Tunisie, Ben Ali avait soutenu Saddam Hussein durant cette guerre. Les appareils furent donc immobilisés à l'aéroport de Tozeur, dans le sud-ouest du pays. Mais quand, la guerre terminée, Saddam a voulu récupérer ses avions, Ben Ali fit la sourde oreille. On crut, à l'époque, que le Président tunisien refusait de rétrocéder les engins pour se concilier les bonnes grâces des Américains. Kamel Eltaïef, qui était alors le bras droit du Président, aurait d'ailleurs assuré l'ambassadeur américain de l'époque, Robert Pelletreau, de la bonne volonté tunisienne. Au point que lorsque l'Algérie aurait proposé un marché à Ben Ali, consistant à utiliser elle-même ses avions pour leur éviter la rouille et à envoyer des médicaments à l'Irak sous embargo, grâce aux bénéfices qu'ils dégageraient, le Président tunisien aurait refusé net. En réalité, il semblerait, aujourd'hui, que ces avions étaient arrivés à Tunis, en 1990, bourrés de millions de dollars et de lingots d'or que Saddam Hussein voulait mettre à l'abri chez "son ami" Ben Ali. Le gouvernement irakien, aujourd'hui au fait de ce qui s'est passé à l'époque, réclamerait au Président tunisien ce pactole. Ce qui ne serait pas du goût de ce dernier.

## LES NOUVEAUX PARIS DU FATAH

**L'élection d'un nouveau comité central du Fatah, en août dernier, au terme du dernier congrès du mouvement, apporte un certain nombre d'enseignements.** La direction du mouvement palestinien s'est largement renouvelée, avec l'élection de treize nouveaux membres, sur un total de dix-huit. Ses nouvelles figures de proue sont Mohammed Dahlane et Jibril Rajoub, respectivement anciens chefs de la Sécurité préventive à Gaza et en Cisjordanie, ainsi que Saëb Erekat, responsable du dossier des négociations avec Israël. En revanche, Ahmad Qoreï, ancien Premier ministre et président du Parlement palestinien, et Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, n'ont pas été réélus, témoignant de la volonté du Président Mahmoud Abbas de se débarrasser de la "vieille garde". Mais la vraie nouveauté est l'entrée au comité central du plus célèbre détenu palestinien, Marwan Barghouti. Selon une source palestinienne, elle devrait préluder à sa libération par Tel Aviv, selon un accord conclu entre le ministre de la Défense israélien, Ehoud Barak, et le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou. Cela dans le cadre d'un marchandage plus global, incluant le problème de la colonisation israélienne en Cisjordanie. Cette rénovation du Fatah, soutenue par Washington, Riyad et Le Caire, vise à affaiblir le Hamas et à donner des gages aux Américains, afin qu'ils accroissent leurs pressions sur Israël pour la relance du processus de paix.

## TRIPOLI : AMBITIONS NUCLÉAIRES

**Après avoir signé, depuis 2007, des protocoles d'accord avec Paris, Kiev et Moscou dans le domaine de l'énergie nucléaire civile, la Libye coopère également avec le Canada dans ce domaine.** Au début de ce mois, le vice-ministre libyen des Affaires étrangères, Ahmad Al-Faytouri, et l'ambassadeur canadien à Tripoli, Haïk Sarafian, ont signé un protocole d'accord sur la coopération dans la recherche de l'uranium, son extraction et sa transformation pour des utilisations dans les domaines de la médecine et de la dessalinisation d'eau de mer. Par ailleurs, des hommes d'affaires libyens, soutenus par le pouvoir de Tripoli, ont manifesté leur intérêt pour les groupes Areva et EDF, dans le cadre des projets de coopération franco-libyens dans le nucléaire civil.

### ► Force navale iranienne

Téhéran a décidé de rejoindre les pays qui participent à la lutte contre la piraterie maritime dans le golfe d'Aden et au large des côtes somaliennes. Six unités de combat iraniennes, dont une frégate classe "Alvand" type "Vosper", plus une unité de support logistique, vont être déployées à cet effet par Téhéran ; unités qui vont devoir coopérer, de facto, avec le dispositif naval international présent sur zone, y compris avec les navires de l'US Navy.

### ► Solidarité chiite

Les initiatives se multiplient de la part des milieux chiites dans le monde pour soutenir les rebelles houthis au Yémen, du moins sous couvert d'aide humanitaire. C'est le cas au Liban, en Irak et au Koweït, mais aussi en Grande-Bretagne, où les chiites s'activent pour former un comité de soutien international aux Houthis. Pour sa part, le pouvoir iranien adopte officiellement une position neutre, alors que le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, a proposé au Président Saleh ses bons offices pour mettre un terme au conflit. Une modération que ne partagent pas les dignitaires chiites iraniens, comme l'ayatollah Nasser Makarem Shirazi, qui a fustigé la collusion entre «les wahhabites et le gouvernement de Sanaa pour tuer les Zaidites chiites».

### ► Avions de reconnaissance

Alors que les Etats-Unis auraient décidé de fournir au Liban une dizaine d'avions OV-10 Bronco, pour une valeur de 13 millions de dollars, ce nouveau geste de soutien de Washington à l'armée libanaise est diversement apprécié localement. Les milieux proches de 14-Mars se félicitent d'une telle mesure, soulignant qu'elle renforcerait les capacités de surveillance du territoire libanais. En revanche, des sources de l'opposition soulignent que ces avions seraient dépourvus de système d'armement, comme le demandent les Israéliens. Elles s'interrogent, en outre, sur la four-niture à l'armée libanaise de stocks suffisants de pièces de rechange.

### ➤ Contrat prolongé

Le département d'Etat américain a confirmé la prolongation d'un contrat de service avec une filiale de la société Xe (Blackwater), afin d'assurer des missions de transport et d'escorte hélicoptères en Irak. Ce contrat devait s'achever début septembre, mais Dyn Corp a indiqué qu'il avait besoin d'un délai supplémentaire pour mettre en place ses services. Fin juillet, le département d'Etat a consenti à Xe Aviation Services une rallonge de 20 millions de dollars, portant le total des contrats signés avec ce groupe en Irak à quelque 187 millions.

### ➤ Un succès pour Ankara

Après trois années de négociations (un MoU avait été signé en 2006 à Karachi, avec le MoD), Turkish Aerospace Industries (TAI) a remporté un contrat de 75 millions de dollars pour moderniser les F-16 de l'armée de l'air pakistanaise. Le contrat débutera en octobre pour une durée de 46 mois. Il portera sur 42 avions F-16A/B et C/D. Quelques mois auparavant, l'industriel turc avait achevé des travaux similaires sur les F-16 jordaniens. TAI s'impose donc comme un acteur de référence pour la modernisation des avions de Lockheed Martin.

### ➤ Baptême du soldat du futur

Afin d'acquérir une meilleure visibilité sur ses marchés, Oerlikon Contraves GmbH, filiale à 100 % de Rheinmetall, s'appelle désormais Rheinmetall Soldier Electronics depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009, a annoncé Rheinmetall. La société basée à Stockach, sur les bords du Lac de Constance, regroupera toutes les activités du groupe dédiées à l'équipement du «soldat du futur». La filiale suisse d'Oerlikon Contraves, également propriété de Rheinmetall depuis 1999 et spécialisée dans les dispositifs de défense antiaérienne, a déjà changé de nom en décembre 2008, et se nomme désormais Rheinmetall Air Defence.

## INNOVATIONS ISRAËLIENNES

**A l'occasion de la troisième Land Warfare Conference**, qui se déroulait à Latroun la semaine dernière, les industriels israéliens présentaient divers systèmes inspirés des retours d'expérience des opérations au Liban, en 2006. Rafael a ainsi dévoilé son mini-Spike, qui constitue le plus petit des missiles à guidage électro-optique de la famille Spike. L'engin, destiné à un emploi au niveau de la compagnie et du groupe de combat, ne pèse que 12 kg (un poste de tir et deux missiles) et offre une portée de tir de 1 200 mètres. Les missiles du mini-Spike peuvent être mis en œuvre à partir des postes de tirs des systèmes classiques, dont ils conservent les mêmes "stratégies de vols", à savoir la possibilité d'engagement selon divers angles d'attaque, afin de frapper des cibles plus ou moins protégées. IMI présentait, de son côté, le système Shock Absorber, un brouilleur destiné à améliorer la protection des unités d'infanterie déployées en campagne ou dans des immeubles face à la menace des missiles guidés. Le système portable, qui associe un système de détection électro-optique et laser à un brouilleur IR, est dérivé du système Iron Fist, qui équipera les VCI Namer. D'un poids de moins de 20 kg, le Shock Absorber fait actuellement l'objet d'une évaluation de la part de plusieurs unités israéliennes.

## VÉHICULE SANS PILOTE POUR TSAHAL

**Trois entreprises israéliennes, Elbit, Israel Aerospace Industries et Genius company**, sont en train de mettre au point le Phoenix, un véhicule sans pilote pour assurer la logistique, notamment le transport de l'eau, de la nourriture et des munitions destinées aux soldats sur le champ de bataille. Cet engin doit être doté de très solides défenses pour résister aux attaques de roquettes. Le prototype actuellement testé dispose de huit roues. Il est contrôlé à distance par des opérateurs installés dans un camion spécial et peut rouler de jour comme de nuit. Ce projet a été lancé à la suite des leçons tirées de la guerre du Liban de 2006, lorsque les soldats en opérations se sont plaints de pénuries de munitions et de ravitaillement, tandis que les unités de logistique subissaient des pertes du fait des attaques du Hezbollah.

## LRM CORÉEN POUR AMMAN

**L'armée jordanienne va acquérir une vingtaine de lance-roquettes multiples de 70 mm auprès du sud-coréen Hanhwa Corp.** Un contrat qui s'accompagne de plusieurs transferts de technologies et du développement conjoint de deux lanceurs d'ici 2011/2012. Hanhwa devrait notamment transférer à son partenaire jordanien plusieurs technologies en matière de système de lancement, de contrôle de tir et de guidage. Développé depuis une dizaine d'années et en cours d'évaluation par Séoul, ce système LRM, destiné à l'appui-feu, est installé sur véhicule. Offrant une portée de 8 kilomètres, il peut tirer 40 roquettes en une dizaine de minutes. Au-delà des munitions non guidées de 70 mm, le constructeur coréen développe également une munition dotée d'un système de guidage GPS/laser/IR offrant une précision de moins de deux mètres. Hanhwa serait aussi en négociations avec Tripoli pour la vente de systèmes similaires. Le groupe coréen, qui avait déjà développé un LRM de 130 mm (baptisé Kooryong), a signé en avril dernier un contrat avec l'agence de défense coréenne DAPA, pour le développement, à l'horizon 2013, d'un LRM de 230 mm.

## COOPÉRATION FRANCO-RUSSE

**Au Salon de l'aéronautique Maks, à Moscou**, l'italien Turbomeca et Russian Helicopters ont signé un accord de coopération pour le développement et la production de turbines. La plate-forme sera le Mi-34S2, qui doit entrer en production en 2011. Kamov serait également intéressé par l'arrivée de Turbomeca dans le jeu.

## LA SYRIE MODERNISE SON AVIATION

Alors que Moscou vient de confirmer les informations concernant la vente de plusieurs appareils de chasse à la Syrie, dont nous faisons état au printemps dernier (voir *TTU* n° 598), Damas aurait également fait appel à la Biélorussie pour équiper sa force aérienne. Selon le dernier rapport de l'ONU concernant les livraisons d'armes conventionnelles, réalisé sur la base des déclarations volontaires des Etats, Minsk indique ainsi avoir livré à Damas pas moins de 33 MiG-23 au cours de 2008. Une déclaration qui laisse sceptiques plusieurs observateurs, au regard de l'importance du contrat, qui estiment qu'il s'agit en réalité de la livraison de trois appareils ou, plus probablement encore, de la modernisation de 33 appareils figurant déjà dans les effectifs syriens. Depuis la fin des années 90, plusieurs options de modernisation de l'avion, rebaptisé notamment MiG-23-98 et MiG-23I, sont proposées aux utilisateurs du MiG-23. Un "retrofit" qui permet d'équiper les appareils d'une nouvelle avionique, d'un système de contre-mesures amélioré et d'un viseur de casque permettant la mise en œuvre de missile Vympel R-27 (AA-10 Alamo) et R-77 (AA-12 Adder), avec l'installation d'un radar Phazotron N019M Topaz. Des modernisations estimées entre un et deux millions de dollars par appareil et réalisées notamment sur quelques MiG-23 angolais. Minsk déclare, par ailleurs, avoir également livré onze Sukhoï Su-25 au Soudan au cours de l'année 2008.

## INDE : GUERRE DE L'INFORMATION AUTOUR DU MMRCA

Les maladroites américaines commenceraient à avoir un impact négatif sur certains officiels indiens de l'armée de l'air chargés du programme MMRCA (Medium Multi-Role Combat Aircraft). Ceux-ci n'auraient pas apprécié les révélations, en juillet, du *Jerusalem Post* avançant que Washington exerçait des pressions sur Tel-Aviv pour qu'IAI se retire de l'offre suédoise Gripen. L'industriel israélien prévoyait de fournir à Saab des systèmes de communication, de guerre électronique et un radar. Ensemble, sans oublier Elbit et Rafael en embuscade, ils proposaient un avion aux performances et au prix attractif surtout face aux F/A-18 et F-16 qui concourent aussi pour cet appel d'offres. Maintenant, le groupe suédois se voit dans l'obligation de proposer seul un avion «standard» sans pouvoir compter sur les relais d'influence de l'un des plus importants fournisseurs de l'armée de l'air indienne. Pour mémoire, les Sukhoï Su-30MKI (pour l'Inde) emportent de l'avionique israélienne, la modernisation de l'Antonov An-32 impliquera une participation majeure de Rafael, des pods de désignation ont été achetés auprès de Rafael et le radar EL/M-2052 AESA d'Elta devrait équiper les futurs avions multirôles monoplaces Tejas 2. Quelques jours après la parution de l'article du *Jerusalem Post*, le journal indien *Business Stand* a rapporté que Lockheed Martin était en possession de documents relatifs à l'évaluation des différentes offres du programme MMRCA. Ce nouvel épisode aurait provoqué de vives réactions au sein du ministère indien de la Défense. En réaction, et malgré les démentis de Lockheed, une partie de ses équipes en Inde a été renouvelée. La décision de New Delhi étant attendue pour 2011, il est probable que de nouveaux incidents viennent d'ici là émailler la période d'attribution de ce contrat.

## UN CALIBRE BIENTÔT CENTENAIRE

Le groupe General Dynamics a signé un contrat de 28 millions de dollars avec l'US Army, portant sur la fabrication et la livraison d'un important lot de mitrailleuses lourdes M-2 HB en calibre .50 Browning (12,7 x 99 mm standard Otan). Cet accord vient s'ajouter à celui signé en 2007, portant ainsi la valeur de la commande de l'armée américaine à 100 millions de dollars. Les premières livraisons de mitrailleuses lourdes .50 Browning de ce dernier contrat devraient démarrer avant la fin de l'année. General Dynamics a déjà produit depuis 1979 plus de 25 000 Browning M-2 HB. Bien qu'adoptée par l'US Army il y a plus de quatre-vingts ans déjà, la Browning .50 continue à être une valeur sûre.

### ➤ Grenades allemandes

American Rheinmetall Munitions (ARM), filiale américaine de Rheinmetall, vient d'obtenir de l'US Marine Corps (USMC) un contrat de 8,2 millions de dollars portant sur la livraison de grenades fumigènes de 66 mm type SSVL (Smoke Screening IR Vehicle Launched) MK-1 Mod.0. Celles-ci seront utilisées par de nombreux véhicules en service au sein de l'USMC, notamment par les M-1 Abrams, les AAV-7, les LAV et certaines versions de l'HMMWV.

### ➤ Véhicule pour SOF

Oshkosh Defense a présenté un nouveau véhicule tactique léger, destiné prioritairement aux unités de type SOF (Special Operations Forces). Baptisé justement SOV (Special Operations Vehicle), ce nouvel engin 4x4 est dérivé de la famille SandCat. Doté d'un blindage additionnel de type modulaire, conçu par Plasan North American, et d'un bouclier de protection ventral capable d'absorber l'énergie des mines et des IED, le SandCat SOV est proposé par le constructeur américain en deux versions : "Utility" et transport de troupes, avec capacité d'embarquer, respectivement, quatre et huit hommes.

### ➤ Contrat pour Kongsberg

Le norvégien Kongsberg a signé un contrat de 145 millions de couronnes avec la Maritime Port Authority of Singapore, portant sur la livraison d'un système de contrôle et de surveillance destiné à assurer la protection du détroit et du port de Singapour.

### ➤ Evaluation technique

Pour le compte du CEG (Centre d'études de Gramat), la société française Ipsis élabore l'évolution du logiciel Toutatis. Il est fait pour analyser l'efficacité des armements anti-infrastructures français et aura une fonction d'évaluation des dommages collatéraux.

### ➤ Tarif au rabais

Le service de renseignement intérieur français, la DCRI, a publié sur le site de recrutement Monster une annonce pour l'embauche de traducteurs interprètes en arabe, hindi, ourdou, coréen et anglais. Un recrutement pour des postes en intérim ou CDD, sans diplômes, pour

lesquels le ministère de l'Intérieur offre 25 à 35 euros l'heure. Un tarif faible, confié à *TTU* un candidat potentiel, estimant que "ce qui est rare est cher" et qu'à l'exception de l'anglais, il s'agit de compétences linguistiques rares. Soulignant que le taux horaire des Français est inférieur à celui proposé par le Department of Homeland Security américain.

### Iran : le dossier stagne

**Entre Iraniens et Occidentaux, tout le monde annonce sa disposition à dialoguer**, mais sur des bases si éloignées les unes des autres, que la négociation, même si elle parvient à se nouer, s'annonce sous de mauvais auspices. Le gouvernement d'Ahmadinejad laisse entendre qu'il présentera bientôt un nouveau mémorandum sur le sujet. Mais de ses premières confidences, l'on comprend que ce document parlera beaucoup d'équilibres mondiaux et régionaux, de lutte contre la prolifération et pour le désarmement, de coopération internationale entre l'Iran et le monde extérieur, y compris sur le nucléaire, et fort peu des problèmes centraux : l'avenir de l'usine d'enrichissement de Natanz et la construction d'un réacteur de recherche à Arak, à configuration fortement plutonigène. Il devrait en somme s'agir d'une mise à jour d'un plan déjà présenté par l'Iran en mai 2008, et qui n'avait soulevé, à l'époque, aucun intérêt. Du côté occidental, pas de changement non plus, puisque l'on continue d'insister sur la nécessité pour l'Iran de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium pour entrer sérieusement en négociation. Cette exigence relève, il est vrai, de l'application de la résolution votée en juillet 2006 par le Conseil de sécurité. Mais chacun sait que l'Iran conteste la légalité de cette injonction, prise au titre du chapitre VII de la Charte des Nations unies sur la protection de la paix. Selon lui, en effet, ses activités d'enrichissement, présentées comme pacifiques et menées sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ne constituent en aucune façon un danger pour la paix. Les Occidentaux n'ont trouvé, non plus, aucun mérite à deux gestes accomplis récemment par l'Iran : autorisation de contrôles renforcés de l'AIEA sur l'usine d'enrichissement de Natanz, et autorisation d'inspection, par l'Agence, du réacteur d'Arak en cours de construction. Prévoyant que rien ne se déblocuera d'ici à la fin septembre, date limite fixée par le Président Obama pour obtenir une réponse de l'Iran à la main qu'il lui a tendue, ils ont commencé à travailler sur une nouvelle vague de sanctions. Mais ils n'ont guère d'espoir d'entraîner avec eux la Chine et la Russie, dont les voix seraient nécessaires pour les faire avaliser par le Conseil de sécurité. Il s'agira donc vraisemblablement de sanctions mises unilatéralement en œuvre par les Etats-Unis et par l'Union européenne. Contient-elles, en particulier, un embargo sur les fournitures extérieures d'essence à l'Iran ? Si oui, on entrera dans ce type de sanctions qui risque de faire autant de mal à ses auteurs qu'à ses victimes... Le régime iranien a déjà fait savoir que de telles sanctions ne l'impressionnaient guère. Il faut rappeler ici qu'économie et morale ne font pas toujours bon ménage : en mars 2007, lorsque l'Iran s'était emparé, pendant deux semaines, de quinze soldats britanniques, la hausse des prix que l'affaire avait suscitée sur le marché du pétrole lui avait fait gagner des centaines de millions de dollars...

### ➤ Le Predator incontesté

Après deux années d'opérations dans le secteur de Hérat, les drones Predator du 28<sup>e</sup> Groupe de l'Aeronautica Militare Italiana (AMI), qui sont intégrés actuellement au Task Group "Amendola", viennent de totaliser les 3 000 heures de vol en Afghanistan. Les Predator de l'AMI avaient déjà dépassé les 2 000 heures de vol lors de leur déploiement en Irak, dans le cadre de l'opération "Antica Babilonia".

### ➤ Zapad 2009

Du 8 au 29 septembre, la Russie et son partenaire qui ne trompe personne (la Biélorussie) conduisent d'importantes manœuvres militaires, "Zapad 2009", dans lesquelles 12 500 hommes sont impliqués.

### ➤ Rapprochement franco-turc

Le regain d'optimisme dans les relations franco-turques — marqué cet été par la saison de la Turquie en France — se confirme. Après la participation turque au dernier Salon aéronautique du Bourget (voir *TTU* n° 608), la nomination du général Stéphane Abrial au Supreme Allied Transformation Command de l'Otan, avec l'aval des autorités turques, pourrait accélérer la reprise du dialogue entre militaires turcs et français. Ce rapprochement devrait se traduire, au cours des prochaines semaines, par de nouvelles annonces dans le domaine de la coopération militaire bilatérale, gelée depuis plusieurs années, confie une source occidentale à Ankara.

### ➤ Candidature russe

La Russie est candidate pour la direction générale de l'Unesco, avec Alexandre Vladimirovitch Yakovenko. Un choix qui s'inscrit dans la politique dite de "soft power" russe, qui vise à déployer une stratégie d'influence dans les institutions internationales.